

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Vendredi 28 Novembre 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

RTS. QUESTIONS D'ACTUALITÉ : OUSMANE SONKO RÉAFFIRME LA NON-INGÉRENCE DE L'EXÉCUTIF DANS LA JUSTICE ET RÉPOND AUX CRITIQUES SUR LA REDDITION DES COMPTES

Interpellé à l'Assemblée nationale sur la lenteur des dossiers liés à la reddition des comptes, le Premier ministre Ousmane Sonko a apporté un éclairage direct sur la position du gouvernement. Face à des députés insistants et à une opinion publique de plus en plus impatiente, le chef du gouvernement a tenu à dissiper toute ambiguïté quant au rôle de l'exécutif dans le traitement des affaires judiciaires. « Je ne sais pas pourquoi les dossiers sur la reddition des comptes sont lents. L'exécutif ne se mêle pas de la justice », a déclaré Ousmane Sonko, rappelant que la séparation des pouvoirs demeure une ligne rouge respectée par son administration. Il a néanmoins précisé que le gouvernement a l'obligation constitutionnelle de veiller à ce que le service public de la justice fonctionne correctement. « Nous avons toutefois le devoir de veiller au bon fonctionnement du service public de la justice. Nous nous y attelons tous les jours », a-t-il ajouté.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/questions-dactualite-ousmane-sonko-reaffirme-la-non-ingerence-de-lexecutif-dans-la-justice-et-repond-aux-critiques-sur-la-reddition-des-comptes>

RTS. ABDOURAHMANE SARR MET LES CARTES SUR TABLE : UNE DETTE PUBLIQUE À 119 % DU PIB, ET PRÈS DE 130 % EN INCLUANT LES ENTREPRISES PUBLIQUES

Invité à s'exprimer devant les députés dans le cadre des questions d'actualité, le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, Abdourahmane Sarr, a livré un diagnostic sans détours de la situation de la dette publique. Face aux parlementaires, il a confirmé que le niveau d'endettement de l'État atteint 119 % du PIB, un chiffre qui n'inclut pas encore les engagements des entreprises publiques. « La dette est bien à 119 % du PIB. La dette, c'est celle de l'État central : nous n'avons ajouté aucune dette d'entreprise publique. Quand on ajoute ces entreprises publiques, on est à près de 130 % ou plus », a déclaré le ministre, faisant ainsi tomber toute ambiguïté sur l'ampleur réelle du fardeau financier. Abdourahmane Sarr a précisé que ces chiffres ne sont ni contestés ni contestables, puisqu'ils sont reconnus par les institutions internationales partenaires du Sénégal, qui disposent elles aussi de leurs propres mécanismes d'évaluation. Pour lui, la priorité n'est plus de débattre des données, mais de s'atteler à la résolution du problème.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/abdourahmane-sarr-met-les-cartes-sur-table-une-dette-publique-a-119-du-pib-et-pres-de-130-en-incluant-les-entreprises-publiques>

APS. Cheikh Diba : "Les négociations avec le FMI se passent très bien"

Le ministre des Finances et du Budget, Cheikh Diba, a donné, vendredi, des assurances concernant les négociations menées avec le Fonds monétaire international (FMI) qui,



dit-il, "se passent très bien". "La problématique de la dette est là [...] mais nous allons la gérer", a-t-il lancé aux députés réunis en plénière pour entendre le gouvernement sur des questions d'actualité. Le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, Abdourahmane Sarr, a, lui, rappelé que le FMI n'est qu'un "prêteur en dernier ressort", son rôle étant surtout d'accompagner les États. Le FMI garantit la confiance vis-à-vis d'un État, parce que les partenaires lui font davantage confiance qu'à certains États.

<https://aps.sn/cheikh-diba-les-negociations-avec-le-fmi-se-passent-tres-bien/>

APS. BUDGET 2026 | 44 PROJETS PRIORITAIRES POUR TRANSFORMER L'ÉCONOMIE ET RENFORCER LA SOUVERAINETÉ NATIONALE

Le gouvernement du Sénégal a inscrit, dans la Loi de finances initiale 2026, 44 projets prioritaires d'un montant global de 633,7 milliards de francs CFA. Ces investissements s'inscrivent dans le Plan de Redressement Économique et Social (PRES), un pilier de la Vision Sénégal 2050, basée sur la souveraineté, la résilience et la prospérité partagée. Ces projets couvrent des secteurs essentiels : infrastructures, énergie, agriculture, industrie, eau, santé, éducation et défense. Ils visent à moderniser le pays tout en répondant aux besoins sociaux urgents. Avec 133,7 milliards F CFA, les infrastructures représentent le plus gros budget. Parmi les actions majeures : finalisation des routes Mékhé-Pékès-Thilmakha et Sandiara-Ndiaffate ; réhabilitation de la ligne ferroviaire Dakar-Kidira ; modernisation de l'aéroport de Ziguinchor ; construction et réhabilitation d'universités ; création de 35 centres de santé à travers le pays. Ces projets visent à renforcer la mobilité, désenclaver les régions et améliorer les infrastructures sociales.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/budget-2026-44-projets-prioritaires-pour-transformer-leconomie-et-renforcer-la-souverainete-nationale>

SUD QUOTIDIEN. CENTIF : comprendre le gardien financier du Sénégal

Vous ne la connaissez probablement pas, mais elle veille quotidiennement sur la santé financière du Sénégal. La CENTIF, cellule de renseignement financier créée en 2004, traque les flux d'argent suspect pour empêcher le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Voici cinq clés pour comprendre cette institution stratégique. Un pont entre finance et justice. La CENTIF ne travaille ni pour les banques, ni pour la police. Elle se situe exactement entre les deux. Lorsqu'une banque détecte une opération suspecte, elle la signale à la CENTIF. Celle-ci analyse, enquête, enrichit le dossier puis, si les présomptions sont solides, transmet un rapport au parquet financier. En 2024, sur 920 déclarations reçues, 46 rapports ont été transmis à la justice. La CENTIF transforme ainsi des alertes brutes en renseignements exploitables par les magistrats.

<https://www.sudquotidien.sn/centif-comprendre-le-gardien-financier-du-senegal/>

FINANCIAL AFRIK. Sénégal : la CENTIF anticipe sa troisième évaluation mutuelle et renforce son dispositif de conformité

La Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF) a célébré, ce jeudi 27 novembre, ses vingt années d'activité à l'occasion d'un colloque consacré au thème : « 20 ans de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme : la Centif en marche vers 2035 ». Cette rencontre à laquelle ont.....

<https://www.financialafrik.com/2025/11/28/senegal-la-centif-anticipe-sa-troisieme-evaluation-mutuelle-et-renforce-son-dispositif-de-conformite/>



SUD QUOTIDIEN. Ofnac : une nouvelle ère pour le contrôle public

Avec la nomination des douze nouveaux membres de l'Office national de lutte contre la fraude et la corruption (OFNAC), le Sénégal engage une refondation majeure de son dispositif de contrôle. Pour la première fois depuis la création de l'institution, sa composition résulte d'un appel à candidatures public, ouvert et concurrentiel, conformément à la loi de septembre 2025. Ce processus inédit, conduit sous l'autorité du ministère de la Justice, a suscité un intérêt exceptionnel avec 233 dossiers examinés, signe d'une mobilisation large autour des enjeux de gouvernance et d'intégrité publique. À la tête du nouvel OFNAC, le magistrat hors hiérarchie Moustapha Ka symbolise le recentrage de l'institution sur l'exigence de rigueur et de professionnalisme. Discret mais réputé pour sa fermeté dans les milieux judiciaires, il incarne une volonté de crédibiliser davantage l'action anticorruption.

<https://www.sudquotidien.sn/ofnac-une-nouvelle-ere-pour-le-contrôle-public/>

SENEWEB. L'embellie statistique du rebasing face aux réalités budgétaires

Le récent rebasing du produit intérieur brut publié par l'ANSD a remplacé l'année de référence 2014 par 2021, entraînant une réévaluation mécanique de l'économie sénégalaise. Le PIB 2021 est désormais estimé à 17 316 milliards de FCFA, soit une hausse de 13,5 %, reflétant une meilleure prise en compte des secteurs émergents tels que l'économie numérique, les services financiers digitaux, l'industrie pétrolière et gazière ainsi que la production de noix de cajou. Ce type d'ajustement, à l'instar du Sénégal, a touché la Côte d'Ivoire qui avait enregistré une augmentation d'environ 20 % lors de son rebasage de 2023, tandis que le Ghana avait vu son PIB croître de plus de 10 % lors de sa révision précédente. Cette révision statistique modifie automatiquement plusieurs indicateurs macroéconomiques. La dette publique, auparavant évaluée autour de 74 % du PIB, recule mécaniquement vers 65 % selon les chiffres de l'ANSD, tandis que la pression fiscale s'allège légèrement.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/l'embellie-statistique-du-rebasing-face-aux-realites-budgetaires_n_475621.html

SENEWEB. De la rente à la résilience : gouverner les ressources extractives

La gouvernance des ressources extractives reste un élément central pour les pays riches en pétrole, gaz ou minerais. Les contrats passés avec les compagnies internationales déterminent la répartition de la rente et influencent directement la capacité des États à financer leurs dépenses publiques. Dans certains pays africains, les revenus des hydrocarbures représentent entre 20 % et 40 % des recettes fiscales, ce qui accentue la vulnérabilité des budgets face aux fluctuations des prix mondiaux. Ajoute une vigilance sur la qualité des régimes fiscaux et la structuration des contrats en ligne avec la Vision Minière Africaine (VMA), qui promeut des cadres fiscaux progressifs, des clauses de partage de production équilibrées et des obligations de contenu local adossées à des évaluations d'impact sérieuses. Intègre les standards ITIE pour la publication proactive des contrats et des bénéficiaires effectifs, afin d'ancrer la confiance et la redevabilité.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/de-la-rente-a-la-resilience-gouverner-les-ressources-extractives_n_475695.html

SUD QUOTIDIEN. Les défis concrets du contenu local : le paradoxe GTA



Le démarrage du projet GTA illustre le décalage entre réussite technique et faibles performances en matière de contenu local. Les projets transnationaux impliquant plusieurs États et consortiums privés rendent l'imposition de quotas contraignants particulièrement complexe. La question des compétences. La nécessité de renforcer la formation révèle une réalité structurelle : le vivier national de compétences demeure insuffisant pour pourvoir les postes stratégiques. Les opérateurs étrangers invoquent régulièrement ce déficit pour justifier le recours à une main-d'œuvre expatriée. Le risque de protectionnisme. La volonté de soutenir les entreprises nationales pose un dilemme classique : comment privilégier le tissu local sans nuire à la compétitivité globale des projets ? La dimension régionale : atout ou fragilisation ? Si la coopération régionale peut renforcer les capacités, elle risque également de diluer les exigences nationales. Le protocole sénégal-mauritanien illustre cette tension.

<https://www.sudquotidien.sn/les-defis-concrets-du-contenu-local-le-paradoxe-gta/>

SIKA FINANCE. Sénégal : La Banque pour le Commerce et le FDTT nouent une convention pour 1 000 taxis hybrides

https://www.sikafinance.com/marches/senegal-la-banque-pour-le-commerce-et-le-fdtt-nouent-une-convention-pour-1-000-taxis-hybrides_57962



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

FIBEE. Croissance mondiale : accalmie fragile, vigilance nécessaire

Emmanuel Auboyneau (Amplegest) observe un paysage économique contrasté : les États-Unis sortent difficilement du brouillard statistique du shutdown, avec une consommation qui ne tient plus que grâce aux ménages aisés et un marché du travail moins robuste. En Europe, la croissance reste faible mais stable, avec une France plus résiliente que prévu malgré un climat politique dégradé. La Chine, elle, conserve une marge de manœuvre budgétaire et monétaire. Un éventuel accord en Ukraine doperait nettement la confiance. Dans ce contexte volatil, Emmanuel Auboyneau privilégie une allocation équilibrée et prudente. Alors que les États-Unis peinent à sortir d'un brouillard statistique lié au shutdown, les perspectives de croissance mondiale se stabilisent dans les différentes grandes zones géographiques. Une résolution du conflit ukrainien, encore très hypothétique à ce jour, apporterait un surcroît de croissance, surtout en Europe.

<https://www.fibee.fr/croissance-mondiale-accalmie-fragile-vigilance-necessaire/>

LA FINANCE POUR TOUS. Fragmentation du commerce international : un nouveau découpage des relations entre États

L'environnement économique mondial connaît une mutation profonde, marquée par le retour en force de la géopolitique dans les échanges commerciaux. Après des décennies dominées par la recherche de l'efficacité économique et la baisse des coûts, l'incertitude croissante, exacerbée par l'invasion de l'Ukraine ou les tensions autour de



Taiwan, pousse les États à redéfinir leurs priorités. Cette nouvelle dynamique, souvent qualifiée de fragmentation, privilégie désormais la sécurité des approvisionnements et les alliances politiques, au risque de remettre en cause les acquis de la mondialisation. La Direction générale du Trésor propose, dans une note publiée début novembre, une mesure de cette fragmentation.

<https://www.lafinancepourtous.com/2025/11/27/fragmentation-du-commerce-international-un-nouveau-decoupage-des-relations-entre-etats/>

RFI. Après l'attaque de Washington, Trump veut empêcher toute immigration «du tiers-monde»

Le président américain Donald Trump a annoncé, jeudi 27 novembre, son intention de « suspendre définitivement l'immigration en provenance de tous les pays du tiers-monde », après l'attaque par un suspect afghan de deux membres de la Garde nationale à Washington. « Je vais suspendre définitivement l'immigration en provenance de tous les pays du tiers-monde afin de permettre au système américain de se rétablir complètement », a écrit M. Trump dans une longue diatribe sur son réseau Truth Social à l'occasion de la fête de Thanksgiving, le jeudi 27 novembre. Il a menacé d'annuler « des millions » d'admissions d'étrangers accordées par le gouvernement de son prédécesseur démocrate Joe Biden. Il a également affirmé que son gouvernement allait « chasser toute personne qui n'est pas un atout pour les États-Unis ou qui est incapable d'aimer notre pays, mettre fin aux bénéfiques et subventions fédéraux pour les non-citoyens de notre pays, dénaturiser les migrants qui nuisent à la tranquillité nationale, et expulser tout ressortissant étranger qui constitue un fardeau public, un risque pour la sécurité ou qui n'est pas compatible avec la civilisation occidentale ». Tous ces buts « seront poursuivis afin de parvenir à une réduction majeure des populations illégales et problématiques », a-t-il ajouté.

<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20251128-apr%C3%A8s-l-attaque-de-washington-trump-veut-emp%C3%A4cher-toute-immigration-du-tiers-monde>

FRENCH.CHINA.ORG. L'investissement progresse grâce à la transition technologique des entreprises

Les investissements directs à l'étranger (IDE) de la Chine devraient croître de manière soutenue cette année, permettant aux entreprises chinoises d'accéder à des marchés plus vastes et de soutenir la croissance économique à long terme des pays d'accueil, ont affirmé des experts et des chefs d'entreprise. Selon eux, l'expansion internationale des entreprises chinoises ne se limite plus à l'exportation de produits, mais vise désormais à fournir des systèmes technologiques et une expertise managériale contribuant à moderniser les industries locales, à créer des emplois et à dynamiser les économies locales. Cette évolution repose sur l'engagement de la Chine en faveur d'une ouverture de haut niveau et sur la force acquise grâce à la modernisation industrielle et à l'innovation technologique, ont-ils ajouté. Au cours des dix premiers mois de 2025, le total des IDE chinois a progressé de 7 % en glissement annuel pour atteindre 1 030 milliards de yuans (145 milliards de dollars), selon les dernières données du ministère chinois du Commerce.

http://french.china.org.cn/business/txt/2025-11/28/content_118200623.htm

ZONE BOURSE. La Suisse s'apprête à voter sur l'instauration d'un impôt sur la fortune : un test pour la redistribution des richesses



La Suisse se prononcera dimanche sur un projet d'impôt sur la fortune, une initiative qui servira de baromètre de l'appétit pour la redistribution des richesses dans l'un des pays les plus prospères au monde. La proposition, émanant de la section jeunesse du Parti socialiste suisse (JUSO), prévoit l'instauration d'un impôt de 50 % sur les patrimoines hérités supérieurs à 50 millions de francs suisses (environ 62 millions de dollars). Les fonds ainsi collectés seraient destinés à financer des projets visant à réduire l'impact du changement climatique. Selon l'administration fiscale suisse, environ 2 500 contribuables détiennent des actifs supérieurs à 50 millions de francs, pour une richesse totale estimée à près de 500 milliards de francs.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/la-suisse-se-prononce-sur-une-taxe-sur-la-fortune-testant-l-appetit-du-public-pour-la-redistributio-ce7d51dadd8ff527>

LE MONDE. En Italie, malgré les droits de douane, les industriels continuent à parier sur les Etats-Unis

Vous pouvez partager un article en cliquant sur les icônes de partage en haut à droite de celui-ci. La reproduction totale ou partielle d'un article, sans l'autorisation écrite et préalable du Monde, est strictement interdite. Pour plus d'informations, consultez nos conditions générales de vente. En tant qu'abonné, vous pouvez offrir jusqu'à cinq articles par mois à l'un de vos proches grâce à la fonctionnalité « Offrir un article ».

L'Italie du Nord est la deuxième base industrielle européenne derrière l'Allemagne. Malgré le retour du protectionnisme et les dérives antidémocratiques de Donald Trump, les entreprises de cette zone veulent continuer de travailler avec les Etats-Unis. Sergio Dompé affiche un visage déterminé. Cet illustre représentant de l'élite industrielle lombarde en est désormais certain : l'avenir de son entreprise s'écrira aux Etats-Unis de Donald Trump, gouvernés par une administration qui impose désormais des droits de douane de 15 % aux exportateurs européens. « L'Europe a trop réglementé, trop perdu de temps, trop négligé l'innovation », avance le dirigeant.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/11/28/en-italie-malgre-les-droits-de-douane-les-industriels-continuent-a-parier-sur-les-etats-unis_6655213_3234.html

BFMTV. La croissance française reste sur sa lancée, confirmée à +0,5% au troisième trimestre

La croissance économique française avait déjoué les prévisions en accélérant à 0,5% pendant la période estivale, estimation désormais confirmée par l'Insee. Les exportations, notamment, se portent très bien.

Le PIB français a augmenté de 0,5% au troisième trimestre, a confirmé vendredi l'Insee dans ses résultats détaillés, tandis que le pouvoir d'achat des ménages, calculé par unité de consommation, s'est "nettement" replié. La croissance du PIB, qui a "accélééré" au troisième trimestre, est notamment portée par une hausse des exportations (+3,2%), selon l'Institut national de la statistique et des études économiques. Plus d'informations à venir sur BFM Business dans quelques instants. Retrouvez également le direct de BFM Business en vidéo et suivez-nous sur X.

https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/france/la-croissance-francaise-reste-sur-sa-lancee-confirnee-a-0-5-au-troisieme-trimestre_AD-202511280377.html

CHALLENGES. Non, la France ne finance pas l'économie chinoise via l'aide au développement



Contrairement à ce qu'affirment Jordan Bardella et Sarah Knafo, la France ne subventionne pas l'économie chinoise. Les prêts à certains projets rapportent des intérêts à l'Etat et ouvrent des marchés aux entreprises françaises. En ces temps [de disette budgétaire](#), c'est un « *scandale* » inlassablement dénoncé par l'extrême droite. La France financerait l'économie chinoise sur le dos des contribuables via son budget d'[aide au développement](#). Lors de son meeting de rentrée, [Jordan Bardella](#) a fustigé « *les milliards envoyés à la deuxième puissance économique mondiale* ». Quant à Sarah Knafo, elle déplore régulièrement qu'« *on aide la Chine à se développer alors qu'on manque de tout ici* ». Las ! Ces discours chocs démontrent la méconnaissance du sujet par les dirigeants du RN et de Reconquête. Ou leur mauvaise foi.

https://www.challenges.fr/monde/non-la-france-ne-finance-pas-leconomie-chinoise-via-laide-au-developpement_631640

LES ECHOS. L'emploi salarié résiste en France mais la tendance est à l'érosion

Avec un recul d'à peine 11.000 postes, les effectifs salariés ont peu bougé au troisième trimestre, selon des statistiques de l'Insee publiées ce vendredi. Sur un an, le recul du marché du travail se confirme, même s'il reste contenu. Pendant que l'économie envoie des signes contradictoires, pas tout à fait positifs mais pas franchement négatifs non plus, le marché du travail, lui, suit la même tendance : il fléchit, mais ne rompt pas, comme en témoignent les chiffres arrêtés de l'emploi salarié publiés ce vendredi par l'Insee. Au troisième trimestre, les effectifs correspondant n'ont quasiment pas bougé, reculant d'à peine 10.700, après une légère hausse au trimestre précédent (+0,2 %, +49.300 emplois), selon l'institut statistique national. Avec un peu plus de 27 millions d'emplois, l'emploi salarié se situe 0,2 % sous son niveau d'un an auparavant, mais dépasse encore nettement son niveau d'avant le Covid, de 5 % précisément, soit 1,3 million d'emplois de plus.

<https://www.lesechos.fr/economie-france/social/lemploi-salarie-resiste-en-france-2201506>

LA TRIBUNE. Euroclear, ce géant de la finance qui empêche l'UE d'utiliser les avoirs russes pour aider l'Ukraine

L'entreprise qui conserve 193 milliards de dollars de titres financiers détenus par des acteurs russes menace d'attaquer l'Union européenne en justice si cette dernière met la main sur ces fonds. Le sort des avoirs russes gelés dans les coffres européens pourrait être décidé dans les prochains jours. C'est, du moins, ce qu'a promis mercredi la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen qui a annoncé l'arrivée prochaine d'une proposition législative sur ce sujet. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, 193 milliards d'avoir de particuliers, d'entreprises et d'institutions publiques russes sont gelés dans des coffres européens. Si l'Europe décide enfin de se positionner sur le sort de ces fonds après trois années passées à éviter le sujet, c'est parce que cette question a été évoquée par Donald Trump dans son plan de paix présenté la semaine dernière.

<https://www.latribune.fr/article/economie/international/99807117023950/euroclear-ce-geant-de-la-finance-qui-empeche-l-ue-d-utiliser-les-avoirs-russes-pour-aider-l-ukraine>



LE MONDE. Un pont pour tous les réunir

Le BRIDGE Summit 2025 s'annonce déjà comme l'un des rendez-vous médiatiques les plus ambitieux de la scène internationale. Depuis plusieurs années, l'écosystème mondial des médias évolue en silos. Journalisme, cinéma, musique, jeu vidéo, publicité ou éducation – sans oublier les plateformes qui les distribuent – ont bâti leurs propres cultures professionnelles et leurs modèles économiques. Ces frontières, longtemps étanches, s'effritent aujourd'hui. Un reportage côtoie une vidéo courte, un musicien trouve son public via un jeu vidéo, et la notoriété d'un film dépend autant d'un algorithme que d'une campagne de promotion traditionnelle. Les récits circulent aujourd'hui sur une multiplicité de canaux, élargissant le champ des possibles, mais rendant l'ensemble plus difficile à lire. Chaque secteur subit les mutations des autres, parfois à une vitesse telle qu'elle échappe aux grilles d'analyse habituelles. C'est à ce moment de bascule que s'inscrit le BRIDGE Summit 2025.

https://www.lemonde.fr/le-sommet-mondial-qui-reunit-les-medias/article/2025/11/27/un-pont-pour-tous-les-reunir_6655116_615.html

PARIS MATCH. 20 % du PIB mondial en danger... Va-t-on vers un krach de l'IA ?

Investissements mirobolants, valorisations boursières extravagantes et profits riquiqui... Et si l'intelligence artificielle n'était qu'une bulle prête à éclater, fragilisant l'économie mondiale ? Montagnes russes boursières des valeurs de la tech, chute monstrueuse du bitcoin, l'un des carburants de l'écosystème (-30 % depuis le 1er octobre et 1 000 milliards de dollars envolés pour le secteur des cryptos), objurgations de Cassandra réputées pour leur flair, comme Gita Gopinath, l'ancienne économiste en chef du FMI... L'IA générative est aujourd'hui assimilée à un baril de nitroglycérine. Avec une question clé : et si on s'était emballé un peu trop vite ? Si cette révolution, qui coûte beaucoup plus cher qu'elle ne rapporte, n'était qu'un leurre ?

<https://www.parismatch.com/actu/economie/20-du-pib-mondial-en-danger-va-t-on-vers-un-krach-de-lia-260788>

